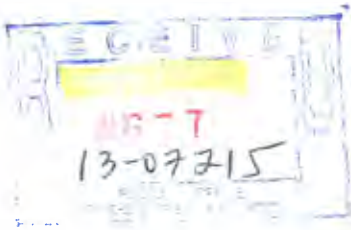


Au nom d'Allah le tout Clément, le tout Miséricordieux



Date d'Arrivée : 29 JUL 2013
Info / :
Action :

حركة التوحيد والإسلام
ATTAWHID WAL ISLAM

ACTION

COPY

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

25/07/13

✓ Objet : Demande de condamnation du coup d'état militaire mené contre la légitimité constitutionnelle en Egypte,

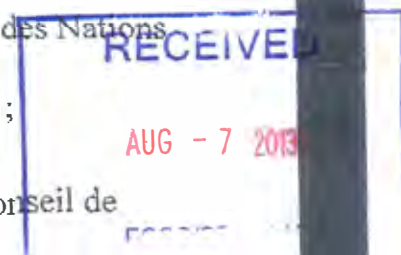
Monsieur,

Comme vous le savez, le haut commandement des Forces Armées Egyptiennes a publié le 03 juillet 2013 un communiqué de presse déclarant la destitution du président égyptien élu, la suspension de la constitution, que le peuple a adopté par 64,8%, la dissolution du Conseil consultatif (Majliss Ashourra) élu, la désignation d'un magistrat comme président intérimaire de la République Arabe d'Egypte, sous prétexte que le président élu avait perdu sa légitimité populaire après que les manifestations du 30 juin 2013 aient appelé à ce qu'il soit déchu de ses fonctions de président.

Vu que le recours aux urnes et non l'intervention de l'armée dans l'opération politique, reste le meilleur moyen de changer le président d'un Etat ou d'un gouvernement élu démocratiquement, si les citoyens de cet Etat le considèrent comme ne répondant plus à leurs aspirations, il reste aussi le seul comportement civilisé applicable dans les régimes démocratiques de par le monde ;

Vu que le changement, via l'intervention de l'armée, d'un régime politique élu est un coup d'Etat, contrastant avec la légitimité internationale, et considéré comme une transgression hardie et une violation flagrante de toutes les chartes, déclarations, conventions, régionales et internationales des droits de l'homme et des peuples comme:

- La Charte des Nations Unies
- La déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;
- Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies de 1966 ;
- La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ;
- La Convention de Sauvegarde des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, ratifié à Rome le 04 novembre 1950 ;



404/09/005



- La Déclaration Américaine des droits et des devoirs de l'Homme de 1948, le protocole additionnel de 1999 et la convention américaine relative aux droits de l'homme, ratifiée à San José le 02 novembre 1969,
 - La Charte Africaine des droits de l'homme et règles et dispositions de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1997, la Charte Africaine de la Démocratie, des élections et de la gouvernance, et son protocole facultatif de 1966 ;
 - Les Conventions régionales des droits de l'homme, dont la Charte Arabe des droits de l'Homme, émanant de la Ligue des Etats Arabes en 1945 et en 1997 ;
 - La Charte de la ligue des Etats Arabes et la Charte de l'Organisation du Congrès Islamique dans leurs 1er et 2ème articles.
 - En vertu de la décision de l'Union Africaine annonçant le gel de l'adhésion de l'Egypte dans l'Union, et ce en conformité avec les différentes chartes internationales susmentionnées.
- Vu que toutes les autres dispositions, qui ont accompagné la destitution du président élu, sont dépourvues de tout fondement juridique solide, comme la nomination du président de la cour constitutionnelle suprême comme « Président » de la république alors qu'il ne remplit pas encore cette fonction, car jusqu'à ce jour, le président de la cour constitutionnelle n'était toujours pas entré en fonction de manière officielle, donc il n'était pas encore devenu, ni légalement, ni constitutionnellement président de la cour constitutionnelle, puisque les procédures de sa nomination sont restées incomplètes, et puisque, de surcroît, il n'a pas prêté serment devant le président de la république élu, ce qui signifie qu'il ne possède pas le caractère légal de nomination à la présidence et ceci confirme que ce qui s'est passé est un coup d'état, fomenté en accord avec lui.
 - Vu que l'Etat égyptien, après le coup d'état militaire, a connu des violations graves et systématiques des droits de l'homme bien que les autorités en place se soient engagées à protéger le droit à manifester et les droits garantis par la Constitution et reconnus internationalement. De telles violations se résument en l'enlèvement d'un président élu et nombre de ses conseillers et leur séquestration dans un lieu inconnu, les campagnes d'arrestations de plusieurs responsables politiques en raison de leur opposition au coup d'état, la fermeture d'un bon nombre de chaînes de télévision opposées au coup d'état, et autre campagnes d'arrestation menées en dehors de la loi, classant bon nombre de celles-ci parmi les crimes contre l'humanité, sanctionnées par les dispositions des lois internationales comme le préconisent la déontologie des droits de



حركة التوحيد والإصلاح

AL TAWHID WAL ISLAH



l'homme, vu que l'entière responsabilité de la violence perpétrée contre les manifestants incombe aux autorités en place, violence qui a été à l'origine de meurtres de sang froid, lors de la prière de Fajr, à l'aube du lundi 8 juillet 2013 devant le siège de la garde républicaine, puisque 51 manifestants pacifistes furent tués, sans parler des actes de violences exercés par les partisans de l'ancien régime et qui a laissé à ce jour plus de 200 morts dont des femmes et des enfants.

- Vu que le ministre de la défense, l'instigateur de ce coup d'état, a osé et outrepassé les limites même et le caractère du pouvoir de fait, en demandant à être mandaté par la partie du peuple qui le soutient par les manifestations, à faire face à ce qu'il appelle la violence et le terrorisme, et à soutenir l'intervention de l'armée pour affronter les anti-putschistes, déclinant ainsi toute responsabilité de protection envers les manifestants pacifistes en provoquant certains pro-putschistes contre les anti-putschistes, et menaçant de mener le pays au bord des affrontements et de la guerre civile ;

Et compte tenu de :

- Ce que représente cet événement comme précédent grave légitimant les coups d'état militaires, vu ce qu'il comporte comme dangers sur la stabilité de la région et sur la stabilité du Monde entier, vu qu'il porte un coup à l'un des piliers du régime démocratique fondé sur l'alternance pacifiste au pouvoir à travers les urnes, et qu'il offre la légitimité à l'intervention des armées dans la vie politique sous prétexte de sauvegarder la stabilité et la « volonté populaire » exprimée à travers des sit-in et des **manifestations**, dont l'étendue est douteuse et dont les motifs des parties qui sont derrière inspirent la défiance.
- Ce que peut générer une telle position à savoir le renforcement des orientations extrémistes mettant en doute le modèle démocratique d'accès au gouvernement et d'alternance au pouvoir, et le cercle vicieux de l'instabilité vers lequel toute la région est propulsée.
- L'aspiration des peuples de la région aux positions des Etats démocratiques et des pays du monde libre, et en raison de la responsabilité historique qu'incombe à ces derniers de ne pas légitimer les coups d'état militaires et d'encourager la transition démocratique dans les pays émergents,





Nous vous demandons avec empressement, comme nous l'avons fait auprès des cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité et auprès des pays de l'Union Européenne et de tous les pays et organisations qui croient en les valeurs de la démocratie et de l'alternance pacifiste au pouvoir, à ce que vous:

- 1- Emettez une position claire à propos des dernières évolutions en Egypte, en considérant que ce coup d'état s'oppose à la légitimité juridique et constitutionnelle et à toutes les chartes, déclarations et conventions des droits de l'Homme internationales et régionales.
- 2- Ne reconnaissez pas ou à ce que vous boycottez les dispositions prises par les putschistes en Egypte, ainsi que ce qui en découlent comme conséquences et à ce que vous les considérez comme nulles et non avenues,
- 3- Exhortez les autorités égyptiennes en place à arrêter les mesures arbitraires, qui ont accompagné et suivi le coup d'état ainsi que les violations des libertés et des droits de l'homme, à libérer immédiatement le président Mohammed MORSI et ses collaborateurs, à arrêter d'appliquer des mesures spéciales à l'encontre des anti-putschistes, à assumer leur responsabilité quant à la protection des manifestants et à pénaliser les instigateurs et les exécutants de meurtres et d'agressions à l'encontre des manifestants pacifistes.
- 4- Incitez les parties politiques ensuite à commencer les négociations pour trouver une issue adéquate à la crise politique en Egypte sur la base de la légitimité démocratique constitutionnelle fondée sur l'entente nationale, qui ne marginalise aucun mouvement politique et qui débouchera sur l'édification d'un Etat démocratique.

Rabat, 16 Ramadan 1434
25 juillet 2013

Signature : Mr. Mohammed HAMDAOUI
Président du Mouvement Attawhid wal-Islah